

CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2943 - LUNDI 19 JUIN 2017

## SANTÉ PUBLIQUE

## L'heure de vérité pour le CHU-B ?

Plus grand établissement sanitaire du Congo, le Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B) serait-il aujourd'hui plus malade que les patients qui espèrent trouver auprès de ses services la nécessaire garantie de guérison ?

Le CHU-B est-il frappé par la seule rareté des subventions de l'Etat observée depuis plusieurs mois, ou vit-il aussi, en interne, sous l'influence de lobbies qui, aux dires de certains au sein de cette structure publique, s'entredéchirent pour le contrôle de sa gestion ?

En apparence, l'une et l'autre de ces causes sont à l'origine des difficultés réelles que traverse le CHU.

Page 5



## TRANSPORT FLUVIAL

## Le PABPS sur une mauvaise pente

L'un des importants maillons de la chaîne nationale des transports, le Port autonome de Brazzaville et ports secondaires (PABPS) connaît une situation financière préoccupante causée en particulier par la baisse du trafic sur le fleuve Congo.

Au cours du Conseil d'administration tenu le 16 juin à Brazzaville, son directeur général, Pierre Bossoto, n'est pas passé par quatre chemins pour égrainer les maux qui minent cette structure. Le PABPS est aujourd'hui incapable de poursuivre son développement, la modernisation des infrastructures portuaires qu'il avait entamée est à l'arrêt depuis juillet 2016. « La situation du PABPS est devenue très préoccupante du fait de la baisse de trafic assortie d'une chute drastique du chiffre d'affaires. L'ensablement des chenaux d'accès au Beach et au port public de Brazzaville risque si l'on n'y prend garde de rendre le débarcadère fluvial inaccessible », a-t-il alerté.

Page 3



Un bateau accostant au port de Brazzaville

## JOURNÉE DE L'ENFANT AFRICAIN

## Le Congo promet d'investir davantage dans l'enfant

ÉDITORIAL  
Panne

Page 2

En dépit de la conjoncture économique et financière difficile, la ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Antoinette Dinga

Dzondo, a réaffirmé l'engagement du gouvernement à investir dans les enfants. Elle a rappelé, à l'occasion de la Journée de l'enfant africain

célébrée le 16 juin, les engagements internationaux du Congo en la matière.

Page 5

## LA FÊTE DE LA MUSIQUE

Trois scènes et de dizaines d'artistes attendus

Page 16



## ÉDITORIAL

## Panne

Le moins que l'on puisse dire est que la panne technique qui frappe chez nous, de plein fouet, les utilisateurs du Web depuis plusieurs jours est catastrophique à tous égards. Outre le fait qu'elle rend difficiles, voire même impossibles les échanges entre le Congo, l'Afrique Centrale et le reste du monde, elle impacte durement l'univers bigarré de l'entreprise en bloquant les relations économiques, financières et autres sur lesquelles reposent ses activités.

Prenons le cas de notre groupe de presse. Présent non seulement au Congo mais également dans les pays proches comme la République démocratique du Congo ou lointains comme la France, les Etats-Unis, la Chine, il utilise de façon constante la liaison internet pour rassembler, analyser puis diffuser sur les cinq continents les informations présentées chaque jour dans les versions écrites des deux quotidiens - Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa - mais aussi dans les pages électroniques de l'Agence d'Information d'Afrique Centrale. La rupture brutale de ces liaisons rend extrêmement difficile le travail de fourni qui est le sien et celui de tous les médias qui l'entourent.

Alors que l'espace et le temps se trouvaient abolis par les nouvelles technologies de la communication générées par l'électronique qui ont mis fin à des siècles, à des millénaires de repli sur soi durant lesquels les échanges humains étaient aussi étroits que limités, voici que de simple incidents techniques le referment sur lui-même. Ce qui, convenons-en, n'a aucun sens dans le monde très ouvert au sein duquel nous vivons désormais.

Qu'il nous soit donc permis de dire, ou plutôt d'écrire, que l'une des priorités que devraient se fixer les autorités de notre pays dans le moment présent est bien de faire en sorte que de telles ruptures ne puissent plus se reproduire. Est-il acceptable, en effet, pour un Etat comme le nôtre que le câble sous-marin par lequel passent les communications téléphoniques soit rompu par un simple bateau de pêche comme cela s'est passé il y a huit jours ?

Au-delà, bien au-delà des dommages économiques et financiers qu'un tel accident provoque c'est la sécurité même de notre pays et des pays l'entourant qui se trouve concernée. Un enjeu stratégique à tous points de vue, n'est-il pas vrai ?

Les Dépêches de Brazzaville

## CONGO/INTERNET

## Le rétablissement du réseau Wacs estimé au 25 juin

**En attendant l'arrivée ce 19 juin à Pointe-Noire des experts du consortium Wacs pour la maintenance du câble à l'origine de la coupure d'Internet depuis plus d'une semaine, Congo Télécom, l'opérateur historique des télécommunications au Congo, estime pour le 25 juin le rétablissement du réseau.**

« La remise en service selon nos estimations est prévue pour le 25 du mois en cours. Les travaux de soudure et de reconnexion de la fibre peuvent durer 5 jours voire une semaine », a déclaré l'administrateur général de Congo Télécom, Akouala, interrogé par Connect News.

Le Congo a sollicité l'expertise du consortium Wacs, conformément aux dispositifs mis en place dans le cadre de la fourniture et la maintenance du câble à fibre optique sous-marin reliant la station d'atterrissage de Matombi au réseau.

Selon Akouala, les experts qui arrivent de l'Afrique du Sud ce lundi 19 juin auront environ cinq jours, voire une semaine, pour rétablir le nœud. Il s'agira des travaux de soudure et de reconnexion de la fibre optique dont la coupure est intervenue en haute mer, à 10 Km des côtes congolaises à Pointe-Noire par l'ancre d'un

navire de pêche. Congo télécom explique que les dommages causés ont affecté plusieurs pays de la sous-région à l'instar du Cameroun, de l'Angola et la République Démocratique du Congo. « Je tiens d'abord à souligner que cette coupure est totalement indépendante de notre volonté. Ce qui est arrivé est un cas de force majeure. D'autres pays l'ont connu avant nous et avec des durées de réparation plus importantes. Nous travaillons actuellement d'arche-pied pour rétablir le réseau interne », souligne Akouala.

Des mesures ont été prises depuis quelques jours pour permettre aux opérateurs de fournir des capacités internet. La situation a, semble-t-il, accéléré l'exploitation de la fibre sous-fluviale entre le Congo et la RDC. Il y a quelques jours, la Société congolaise des postes et télécommunications (SCPT) a annoncé

l'achèvement de l'interconnexion par fibre optique entre Kinshasa et Brazzaville. Le câble installé, long de 2,4 km, permettra une redondance mutuelle sur les deux rives du fleuve. Il est le fruit de la collaboration entre la SCPT et Congo Telecom.

A ce jour, grâce à la mise en service partielle de la fibre Wacs sous-fluviale entre les deux villes, environ 60% du trafic internet est rétabli, a affirmé vendredi sur son compte Facebook Luc Missidimbazi, conseiller TIC et télécommunications du Premier ministre de la République du Congo.

« La coupure du fibre Wacs aura accéléré la mise en service de la fibre BZV/Kinshasa et relancé la question de la robustesse des réseaux. Il faut reconnaître la réactivité des opérateurs face à une telle situation. L'absence de réseaux d'interconnexion fonctionnelle et de second câble sous-marin aurait pu nous isoler pendant longtemps », a-t-il déclaré, soulignant que « l'heure de tirer les leçons viendra. Priorité au rétablissement des services ».

Quentin Loubou

## PARLEMENT

## Le Sénat adopte deux projets de loi à caractère juridique

**La chambre haute du Parlement a adopté avec amendements, le vendredi 16 juin, deux projets de loi à caractère juridique. Il s'agit de la loi déterminant l'organisation, la composition et le fonctionnement du conseil consultatif de la femme et celui de la jeunesse.**

Le Conseil consultatif de la femme est chargé d'émettre des avis au président de la République sur les questions liées à la condition de la femme et de faire en même temps des suggestions au gouvernement visant à promouvoir l'intégration de la femme au développement.

Il est composé de l'Assemblée générale ayant à sa tête un bureau constitué des membres non permanents. Assisté d'un secrétariat

de séance et d'un autre, exécutif permanent, organe représentatif du conseil, il a la particularité d'être une institution composée uniquement de femmes.

Ce conseil comprend, d'une part, des membres de droit, représentés par les femmes ministres et parlementaires et d'autre part, des membres désignés, représentés par les femmes issues de diverses couches socioprofessionnelles présélectionnées suivant les critères bien définis.

Il s'agit des femmes conseillères départementales et communales, des personnalités qualifiées, des représentantes des associations et organisations non-gouvernementales, des confessions religieuses et des groupements coopératifs ainsi que les individualités œuvrant dans le domaine

des droits de la femme. Quant au conseil consultatif de la jeunesse, il a pour mission d'émettre des avis sur les questions liées au plein épanouissement de la jeunesse dans le cadre d'une gouvernance intergénérationnelle. Il comprend une Assemblée générale, organe délibérant et un secrétariat exécutif permanent.

La désignation des membres de l'Assemblée générale tient compte à la fois de l'âge, seize ans au moins et trente-cinq ans au plus, de la parité, de la représentation de l'ensemble des départements et de différentes catégories sociales et professionnelles de la jeunesse. Il se réunit en session ordinaire une fois par an sur convocation du président de la République.

Jean-Jacques Koubemba

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

## ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath  
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bope  
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Assistante : Sylvia Adhdas

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault



## TRANSPORT

## Le port de Brazzaville et ports secondaires sur une mauvaise pente

L'un des maillons importants de la chaîne nationale des transports, le Port autonome de Brazzaville et ports secondaires (PABPS) connaît une situation préoccupante, a alerté le 16 juin dans la capitale, le directeur général de cette structure, Pierre Bossoto.

« La tenue ce jour de la session bilancière du conseil d'administration de notre entité me donne l'occasion de tirer la sonnette d'alarme, car les moments sont plus que difficiles. La situation du PABPS est devenue très préoccupante », a-t-il lancé.

Le PABPS connaît une baisse de trafic, assortie d'une chute dras-

installations portuaires.

À cela, il sied d'ajouter le vieillissement des cadres, l'arrêt de l'audit des ressources humaines et d'importantes dettes fiscales et sociales que cumule cette entreprise publique, dotée d'une autonomie de gestion.

« Cependant, l'espoir est toujours permis avec la construction du

Au cours du conseil d'administration bilanciel, les administrateurs ont demandé la synergie des compétences, en vue d'améliorer la situation du PABPS. Ils ont renvoyé le projet d'adoption de la convention de location avec Socotrans en attendant son enrichissement par les commissaires aux comptes.

Intervenant à l'ouverture des travaux, le président du conseil d'administration du PABPS, Jean Louis Osso, a souligné que le ralentissement de l'économie se

2<sup>e</sup> ÉDITION DES ASSISES NATIONALES DE LA JEUNESSE

## Les jeunes appelés à s'impliquer dans la résolution des problèmes de la nation

« La jeunesse congolaise face aux défis des engagements citoyens », tel a été le thème de la conférence-débat organisée le vendredi 16 juin à l'occasion de cette journée.

Comme chaque année, les assises nationales de la jeunesse sont un espace consacré à des réflexions, des analyses pour proposer des solutions à l'Etat, la société civile, et aux hommes politiques sur la gestion de la cité.

Dans son discours, la ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Destinée Hermella Doukaga, représentant le 1er ministre, chef du gouvernement, a souligné les défis du Congo qui ne peuvent être refaits sans l'implication de la jeunesse, en citant le chef de l'Etat dans son discours d'investiture du 20 mars qui disait : « La jeunesse congolaise est préoccupée par son sort. Elle s'inquiète de son avenir ; je l'entends ; nous l'entendons. Elle ne demande qu'à être écoutée. Elle mérite d'être mieux écoutée, sans paternalisme, sans mépris, sans arrogance. Elle demande à être associée à la recherche des solutions aux problèmes de la nation, surtout ceux la concernant directement. Elle demande, par exemple, que les questions de l'emploi, de la formation qualifiante, de l'adéquation entre la formation et l'emploi soient traitées avec elle. C'est ce que nous ferons, je m'y engage ».

Quant à Bruno Jean Richard Itoua, président d'honneur du Think Tank Carrefour, il s'est appesanti sur le rôle de cette association qui, dira-t-il, « est un organe d'analyse et de proposition. En s'organisant en cercle, cet organe veut être un interlocuteur incontournable. Le Think Tank Carrefour doit être un élément dont tout le monde désormais ne pourra se passer pour prendre une décision ». « C'est en ce moment que le Think joue pleinement son rôle, lorsque le ministre de l'Enseignement supérieur attendra à la fois avec crainte et impatience le rapport mensuel ou la publication mensuelle de Carrefour. Je me suis engagé à ce que les résultats de réflexion des jeunes puissent parvenir à la table du chef de l'Etat », a-t-il ajouté.

C'est ainsi que plusieurs communications ont été réalisées dont la substance gravitait autour de l'adéquation entre la formation et l'emploi. Le sens de cette participation, c'était d'écouter et de voir comment les traduire soit en projet.

Guillaume Ondzé



Un bateau navigant sur le fleuve Congo (DR)

tique du chiffre d'affaires. L'ensablement des chenaux d'accès au Beach et au port public de Brazzaville risque, si l'on n'y prend garde, de rendre le débarcadère fluvial inaccessible.

Les travaux de réhabilitation entrepris au port de Brazzaville ont été suspendus depuis juillet 2016 à cause du non-paiement. Alors que ceux-ci devraient permettre d'équiper et de moderniser les

nouveau port d'Oyo, la livraison imminente au port de Brazzaville de quatre grues financées par l'Union européenne (UE)», a estimé Pierre Bossoto.

En décembre dernier, le budget du PABPS exercice 2017 a été adopté à la somme de 2.127.010.000 francs CFA en produits contre 2.117.995.593 francs CFA en charges par les membres de son conseil d'administration.

ressentait à travers la chaîne des transports.

« Les documents soumis à notre attention indiquent, au titre de l'année 2016, une baisse de trafic des marchandises et une relative hausse de trafic des passagers par rapport aux prévisions », a-t-il déclaré, invitant les administrateurs à trouver des solutions à la situation du PABPS.

Christian Brice Elion

## LE FAIT DU JOUR

## Diablies rouges

Score final trois buts à un, pour le match livré, samedi 10 juin, au stade de martyrs de Kinshasa, par les Diablies rouges football de la République du Congo contre les Léopards de la République démocratique du Congo. Une fois encore, pourrait-on dire, les seconds ont montré qu'ils avaient toujours un mot à dire face aux premiers dans une sorte de théorie de la roue de l'histoire qui tourne et presque ne tourne pas au regard de ce partage inégal de points qui se répète.

En 2015, lors de la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations en Guinée Equatoriale, le quart de finale entre les deux équipes s'était soldé par la victoire des Kinois, alors même que les Brazzavillois avaient, dès le début, pris le dessus sur leurs voisins par un enthousiasmant écart de deux

buts à zéro. Ils se firent rattraper très vite et se laissèrent dépasser par les événements vers la fin de la rencontre en récoltant un quasi humiliant quatre buts à deux. Même si la grande ambition des Léopards d'aller en finale se heurta à la farouche détermination des Eléphants ivoiriens, l'orgueil des fauves Rd-Congolais restait sauf.

Courant 2018, s'ils sont tous les deux toujours en poste, Sébastien Migné et les siens recevront Florent Ibenge et les siens à Brazzaville ou dans l'un des nombreux stades de l'intérieur du Congo pour l'ultime match-retour. L'occasion pour les deux sélectionneurs de montrer en quoi chacun a pu tirer les leçons de leur première confrontation. Pour le coach des Diablies rouges, s'incliner deux fois de suite aura pour effet, tout de même, d'amenu-

ser les chances de qualification de ses poulains. Pour son homologue des Léopards, glaner une seconde victoire de suite le mettra en confiance pour la suite de la compétition.

Il convient néanmoins de retenir une première chose : le match de l'autre jour était jouable pour les deux équipes, et des deux côtés, les nombreuses maladresses observées sur l'aire de jeu témoignaient du niveau un peu en deçà de la moyenne des vingt-deux acteurs (beaucoup plus si on compte les remplaçants), et du travail de dégraissage des automatismes qui attend Migné et Ibenge. La deuxième chose, c'est de noter l'engouement pour le football, l'attachement pour leurs équipes nationales ressentis des deux côtés du fleuve Congo que Kinshasa et Brazzaville ont en partage.

Troisième chose pour ne pas réduire les hostilités sportives africaines les plus prestigieuses réunissant une cinquantaine de pays à la seule rivalité Diablies rouges-Léopards : pour espérer aller plus loin et obtenir le ticket pour Yaoundé 2019, ces derniers devront aussi se préparer à en découdre avec les Zimbabwéens et les Libériens, membres comme eux du groupe D. Attention : le Zimbabwe a de l'ambition et l'a fait savoir en infligeant un trois-zéro au Liberia au match-aller.

Autant le dire, les Brazzavillois ont soif de victoire et seraient heureux de ne pas prolonger leur absence à la Coupe d'Afrique des nations après le rendez-vous manqué cette année au Gabon tout à côté. Evidemment que le Cameroun est aussi non loin.

Gankama N'Siah





DIRECTION GENERALE

Brazzaville, le 12 juin 2017

## COMMUNIQUE

L'Administrateur Général de Congo telecom informe le public en général et la clientèle de Congo telecom en particulier de l'interruption de la fourniture du service internet, suite à la coupure en mer du câble à fibre optique reliant la station d'atterrissage de Matombi au réseau WACS.

L'Administrateur Général de Congo telecom vous rassure que les équipes techniques sont à pied d'œuvre dans l'apport d'une solution rapide pour le rétablissement de la fourniture du service, en attendant l'opération de maintenance programmée par le consortium WACS.

Par ailleurs, l'Administrateur Général vous présente ses excuses pour le désagrément ainsi causé et il vous remercie d'avance pour votre compréhension.



## SANTÉ PUBLIQUE

## L'heure de vérité pour le CHU-B ?

Plus grand établissement sanitaire du Congo, le Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B) serait-il aujourd'hui plus malade que les patients qui espèrent trouver auprès de ses services la nécessaire garantie de guérison ?

Le CHU-B est-il frappé par la seule rareté des subventions de l'Etat observée depuis plusieurs mois, ou vit-il aussi, en interne, sous l'influence de lobbies qui, aux dires de certains au sein de cette structure publique, s'entredéchirent pour le contrôle de sa gestion ? En apparence, l'une et l'autre de ces causes sont à l'origine des difficultés réelles que traverse le CHU.

En sa qualité de directrice générale, Gisèle Marie-Gabrielle Ambiero décrit un « état déplorable et le récurrent fonctionnement malheureux du CHU-B », au point de dénoncer, dans un courrier l'« adversité féroce d'un grand réseau mafieux », installé de longue date dans l'établissement qui, ajoute-t-elle « vole, pille, ment, désoriente et désinforme », le tout au travers d'une subtilité et une ruse affinées qui desservent l'intérêt général.

En désespoir de cause, peut-on dire, la directrice générale du CHU-B estime qu'on lui refuse les moyens de sa politique dans le seul dessein de la discréditer. Puis se tournant vers le président de la République, elle croit solliciter l'opportunité d'exposer le tas de problèmes évoqués, car pour elle « l'heure de vérité a sonné pour sauver le CHU ».

Les Dépêches de Brazzaville

## JOURNÉE DE L'ENFANT AFRICAIN

## Donner à chacun des chances égales pour un avenir meilleur

La ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Antoinette Dinga Dzondo, a souligné à l'occasion de cette journée, célébrée le 16 juin de chaque année, que malgré la conjoncture économique et financière difficile, le gouvernement continuera d'investir dans les enfants afin de donner à chacun des chances égales pour un avenir meilleur

La cérémonie de célébration de la 27<sup>e</sup> édition de la Journée de l'enfant africain a été organisée par le gouvernement en partenariat avec l'Unicef à l'auditorium du ministère des Affaires étrangères de Brazzaville. Placée sur le thème : « L'agenda 2030 pour un développement durable en faveur des enfants en Afrique : Accélérons la protection, l'autonomisation et l'égalité des chances », l'édition de cette année incite les Etats parties à renforcer la promotion et la protection des droits de l'enfant tels qu'énoncés dans la Charte africaine et inscrits dans les Objectifs de développement durable (ODD).

Rendant publique la déclaration du gouvernement, Antoinette Dinga Dzondo a rappelé que le Congo qui est un Etat partie à la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant depuis 2006 a présenté son rapport initial sur la mise en œuvre de cet instrument juridique régional en octobre 2015. Il s'agit, a-t-elle dit, d'un pas en avant, au regard des engagements pris par le pays en la matière. En effet, les recommandations issues de ce passage devant l'organe de traité y relatif ont été partagées avec tous les acteurs étatiques et non étatiques concernés par l'application de cette charte. Le but étant de mieux nous organiser pour la prochaine session prévue en 2020.

« Le Congo dispose d'un cadre lé-

gal et réglementaire en faveur de l'enfant dont la prise des textes d'application s'avère nécessaire. Je rassure que malgré la conjoncture économique et financière difficile, le gouvernement continuera d'investir dans les enfants afin de donner à chaque enfant des chances égales pour un avenir



Une vue partielle des enfants (DR)

meilleur », a assuré la ministre en charge des affaires sociales.

## Prendre des textes d'application des lois existantes

Analysant le thème retenu, la représentation de l'Unicef au Congo a rappelé que le devoir de protéger, de respecter, de promouvoir et de réaliser les droits de l'enfant est un impératif majeur qui incombe aux

gouvernements, aux institutions internationales et aux communautés. S'agissant du cas du Congo, le représentant de cette institution onusienne dans le pays, Aloys Kamuragiye, a salué les progrès réalisés par le gouvernement grâce à l'adoption d'une série de mesures législatives relatives aux besoins spécifiques de protection des enfants. Il regrette pendant ce temps, la non-prise des textes d'application de ces lois depuis de plus de cinq ans.

« Tout être humain recherche et a besoin du bien-être social et économique. Par le travail, la femme

et l'homme retrouvent leur dignité. Cependant, de nombreuses familles sont plongées dans la pauvreté extrême et l'exclusion sociale. Cette situation met en danger le devenir de nos enfants », a indiqué le chargé de la section protection de l'enfant à l'Unicef Congo, Marius Biyekélé, qui a représenté l'institution lors de cette célébration. L'Unicef et l'ensemble des parte-

naires au développement ont, par ailleurs, réaffirmé leur engagement quant à appuyer les efforts du gouvernement visant la mise en place d'un environnement favorable à la réalisation de tous les droits des enfants, particulièrement, le droit à la protection, l'autonomisation et l'égalité des chances des enfants, pour atteindre les ODD.

La présidente du Parlement des enfants du Congo, Juliana Itoua a, de son côté, invité les autorités congolaises à accélérer le processus d'adoption des textes d'application de la loi du 14 juin 2010 et sa vulga-

risation à tous les niveaux pour que triomphe l'intérêt des enfants.

La Journée de l'enfant africain offre également un cadre de divertissement et de participation des enfants. C'est ainsi qu'il a été organisé le concours du slam à l'issue duquel les dix participants ont reçu des kits scolaires leur permettant de poursuivre leurs études.

Parfait Wilfried Douniama

## NORVÈGE

## Oslo au centre d'un sommet interconfessionnel pour la lutte contre la déforestation

Oslo, la capitale norvégienne accueille le 19 juin des chefs spirituels et religieux de la planète pour encourager les communautés religieuses à protéger les forêts tropicales humides, a-t-on appris.

Des représentants des cultes chrétien, musulman, hindou, bouddhiste, taoïste et juif se joignent aux gardiens des forêts autochtones pour témoigner de leur engagement moral et mobiliser toutes les religions contre la déforestation, indique un communiqué.

Pour la première fois, des chefs de nombreuses confessions du monde vont se réunir pour discuter de leur responsabilité spirituelle et éthique dans la protection des forêts tropicales humides, un des systèmes les plus vitaux pour l'avenir de notre planète. Envahies par la demande croissante de matières premières dans le monde, les forêts tropicales humides sont détruites à une allure vertigineuse, et chaque année des forêts d'une superficie de la taille de l'Autriche sont rasées. Le sommet interconfessionnel se tiendra en présence de Sa Majesté le roi Harald V de Norvège. Il examinera comment activer l'influence morale collective des communautés religieuses à travers le monde, qui pourrait être décisive pour la protection des dernières forêts tropicales humides du monde. Il existe au sein des communautés religieuses un consensus croissant sur le fait que les problèmes environnementaux sont étroitement liés à la justice sociale, une position réaffirmée par le Laudato si du Pape François et les déclarations officielles de nombreux autres responsables religieux sur l'obligation spirituelle de protéger la planète et ses populations les plus vulnérables.

« Ce sommet interreligieux marque le premier engagement significatif des religions envers une question que les climatologues et les experts du développement considèrent comme un pilier du combat international contre le changement climatique, la pauvreté, l'insécurité alimentaire et les violations des droits humains, ce sera aussi la première fois qu'un large éventail de chefs religieux et spirituels travaillera main dans la main avec des populations autochtones, gardiens historiques des forêts tropicales, sur un programme d'action contre la déforestation ».

Noël Ndong

## AFRIQUE/ALLEMAGNE

## Berlin accorde une aide supplémentaire de 300 millions d'euros sous condition

En amont du sommet de Hambourg, Berlin a organisé (12-13 juin) la conférence « Partenariat du G20 avec l'Afrique - investir dans un futur commun » pour plaider pour une coopération avec les pays africains. Celle-ci est basée sur l'investissement privé.

Plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique de l'Ouest et du Maghreb y ont pris part, et aucun d'Afrique centrale. Le ministre allemand du Développement, Gerd Müller compte aider les pays africains engagés dans la lutte contre la corruption et soutenir les droits de l'homme.

A cette occasion, le gouvernement allemand a présenté l'initiative « Compact with Africa » dont l'objectif est de renforcer les investissements privés pour favoriser une croissance durable dans les pays d'Afrique et limiter les départs de jeunes africains vers l'Europe. Devant ses

homologues et représentants du G20 et de pays africains, la chancelière allemande Angela Merkel a justifié l'approche allemande : « Si le désespoir est trop grand en Afrique, alors il y aura toujours des jeunes gens qui penseront pouvoir trouver une vie meilleure ailleurs dans le monde. Donc si nous travaillons ensemble à aider ces pays, nous pourrions barrer la route à ceux qui profitent illégalement du destin de ces jeunes gens ». Le Maroc, la Tunisie, l'Ethiopie, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée et d'autres pays africains, bénéficient d'un soutien financier allemand avec 300 millions d'euros d'aides supplémentaires. Cette aide est conditionnée, par la lutte contre la corruption, la mise en place de cours des comptes et le renforcement des administra-

tions fiscales. Gérard Müller souhaite davantage de fonds pour l'aide au développement, qui devrait atteindre 0,7% du Pib, montant visé par les Nations unies. Mais le sujet central était l'immigration, avec l'idée d'endiguer ses flux en s'attaquant aux causes. Ce qui nécessite d'offrir des perspectives aux populations dans leur pays. « Le développement économique doit suivre le rythme d'une croissance rapide et accélérée de la population pour créer un futur convenable aux jeunes et réduire la pression migratoire », a déclaré la porte-parole d'Angela Merkel. L'Afrique doublera sa population au cours des décennies à venir. Environ 20 millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail. On parie ici que ces initiatives vont créer des emplois et de la formation.

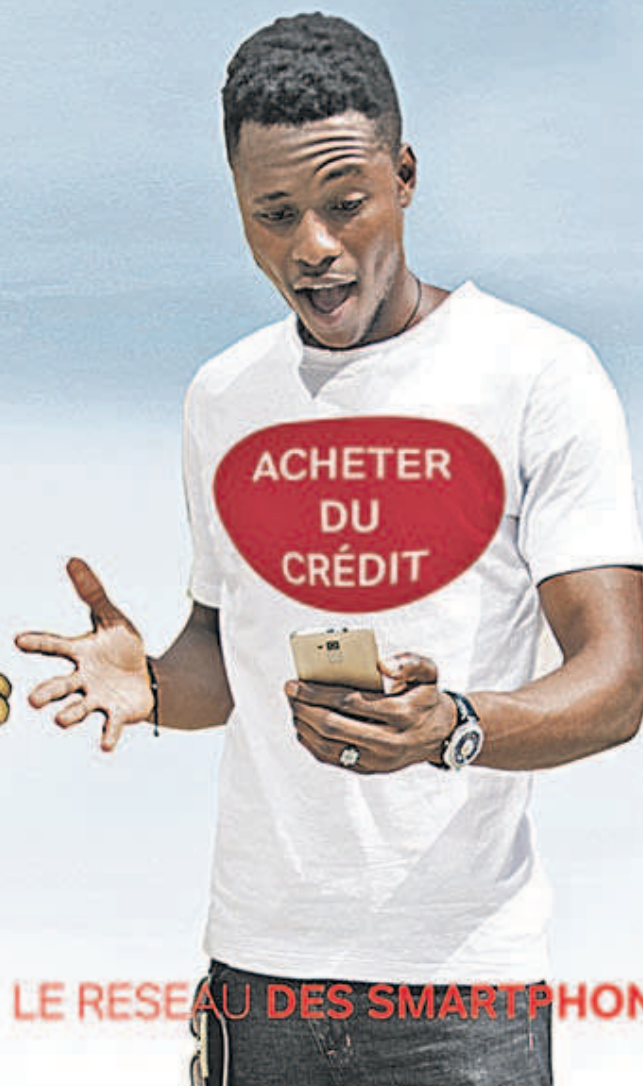
N.Nd.





**POURQUOI AIRTEL?**  
GAGNE **100% DE BONUS**  
EN RECHARGEANT PAR AIRTEL MONEY  
Compose **\*128\*2\*1#**

AG Partners



LE RESEAU DES SMARTPHONES



## FOOTBALL

## Bilan de la saison des Diabes rouges et Congolais de la diaspora en Bulgarie

**Bulgarie/1re division (Kévin Koubemba/CSKA Sofia, Rahavi Kifoueti et Karl Madianga/Lokomotiv Gorna Oryahovitsa)**

5 novembre 2016 : c'est à cette date que Kévin Koubemba a inscrit l'unique but de sa saison (face à Eupen avec Saint-Trond), lui permettant ainsi d'éviter le cauchemar de tout attaquant ; la saison blanche but. Pourtant, cela ne suffit pas à relever le bilan de l'attaquant de 24 ans. Grand, rapide, technique et doté d'une belle frappe, le puissant gaucher doit faire beaucoup mieux.

A Saint-Trond, en 1re division belge, la greffe ne va jamais réellement prendre. Après entrées encourageantes, il est enfin titularisé lors de la 5e journée de Jupiler League. Mais au bout de 15 minutes, il est exclu, très sévèrement, et écope de 2 matchs de suspension. Puis reste à l'écart 4 matchs, sans que l'on sache vraiment pourquoi. Enfin titulaire face à Eupen, le 5 novembre, il marque l'unique but de sa saison, mais ressort du groupe, définitivement après un dernier match le 26 novembre. A la reprise, il n'est même pas dans le groupe jusqu'à son transfert au CSKA Sofia.

Avec le club bulgare, il signe

pour 2 ans et demi. Lors des 6 dernières journées de la saison régulière, il débute à 4 reprises et entre 2 fois en jeu. Sans faire trembler les filets. En play-offs, il ne joue que 5 fois sur 10 matchs (2 comme titulaire, 1 passe décisive), laissant un goût très amer à cette saison 2016-2017. Mais sans son apport, le CSKA Sofia s'est qualifié pour le 3e tour de qualification de la Ligue Europa. Si leur collaboration se poursuit, l'ancien Amiénois aura l'occasion, après une préparation estivale complète, de gagner sa place en club pour revenir toquer à la porte de la sélection. Une porte qui s'est logiquement, au vu de ses statistiques, fermée pour lui lors du stage de Lisses. La Ligue Europa serait une belle vitrine pour la rouvrir.

Avec 8 buts (et 1 passe décisive) en 27 matchs du championnat bulgare, Rahavi Kifoueti boucle la plus belle saison de sa carrière en termes statistiques. Egalement buteur à une reprise en Coupe, il termine meilleur buteur du Lokomotiv Gorna Oryahovitsa. Malgré son apport,



*Sévèrement expulsé lors de sa première titularisation, Kévin Koubemba n'a jamais trouvé sa place à Saint-Trond, qu'il a quitté en janvier pour rejoindre la Bulgarie (droits réservés)*

le modeste club retourne en 2e division.

Ailier droit percutant et travailleur, Kifoueti, 28 ans, devrait bénéficier de quelques pistes intéressantes durant l'été. Lui souhaite en tous cas quitter la Bulgarie, après deux saisons passées dans ce championnat parfois étrange.

Alors qu'il n'était pas présélec-

tionné, l'ancien Havrais, où il a été formé, a aussi convaincu Sébastien Migné de l'intégrer au stage de préparation des Diabes rouges. A Lisses, Kifoueti a favorablement étonné le staff par son travail et son investissement. Pas suffisamment, visiblement, pour aller à Kinshasa, mais le message semble clair : s'il est régulier, il reviendra en sélection, lui qui ne compte qu'une seule sélection officielle (ndlr : Congo-Kenya en juin 2015). A l'époque, Claude Le Roy, pas très chaud, avait convaincu de le prendre par son adjoint, Sébastien Migné.

Au Lokomotiv, Kifoueti accueille, en janvier, Karl Madianga, qui a le même agent que lui. Le milieu défensif franco-congolais (il serait originaire des deux rives), formé au Mans et passé, sans grand succès, à Saint-Etienne, vient se relancer après six mois d'inactivité.

Ancien international chez les jeunes français (il avait disputé un match amical face aux Diabes rouges U17, à Auxerre, pour la préparation des deux équipes au Mondial 2011), Madianga, 23 ans, met quelques semaines à retrouver une condition physique suffisante, puis fait ses premiers

pas, le 2 avril, lors de l'ultime journée de la saison régulière.

En play-down, il dispute 8 des 10 matchs du Lokomotiv et laisse entrevoir des qualités de récupération, mais aussi de relance et de percussive. Avec une passe décisive, face à Montana lors du dernier barrage (perdu par le Lokomotiv). Encore sous contrat, Madianga aurait tout intérêt à retrouver rapidement un club à l'étage supérieur (en Bulgarie ou ailleurs) pour continuer sur sa lancée et enchaîner, enfin, des matchs sur une saison complète. Bulgarie/2e division (Rodrigue Nanitelamio)

Difficile de dresser le bilan de la saison de Rodrigue Nanitelamio, défenseur de 21 ans. Au Spartak Pleven, relégué en 3e division à l'issue de la saison, il n'a presque pas joué depuis son arrivée, en février, en provenance du CF Vilanova (division régionale catalane) : 5 matchs, dont 4 titularisations, sur les 12 journées restantes. N'avait-il pas le niveau ? Les choix techniques étaient-ils toujours objectifs ? A lui d'apporter, avec son mètre 95, des éléments de réponse la saison prochaine.

**Camille Delourme**



## VACANCE DE POSTE

**Intitulé du poste :** Adjoint au Médecin Chef du service médical  
Classification professionnelle : Poste ouvert en catégorie 9 de la Convention Collective des Entreprises Forestières.

**Direction :** Direction Responsabilité Environnement & Sociale

**Lieu d'affectation :** Pokola

**Missions du poste :** Sous la responsabilité du Médecin Chef, l'Adjoint au Médecin Chef apportera son concours au bon fonctionnement du service médical de la CIB, en assurant le remplacement du Médecin Chef, en cas de besoin.

### Activités principales :

- Procéder à l'accueil, aux soins préventifs curatifs, promotionnels et de réadaptation au personnel, ayants droits, populations habitant les concessions CIB et autres patients ;
- Assurer la gestion des bâtiments, des médicaments et du matériel du service médical ;
- Apporter son concours à la gestion des données statistiques et la rédaction des rapports d'activités périodiques ;
- Contribuer à la coordination des activités de l'ensemble des services de santé de la CIB ;
- Aider le médecin chef dans l'organisation des campagnes de vaccination des travailleurs, femmes enceintes et des enfants ;
- Apporter sa collaboration à la médecine du travail, la prévention, la gestion des accidents de travail et des maladies professionnelles ;
- Participer activement aux interventions chirurgicales et gynéco-obstétricales et à la supervision du bloc opératoire (matériel et anesthésie) ;
- Collaborer dans l'organisation et la réalisation des activités de santé maternelle et infantile ;
- Participer à l'organisation de la lutte contre les épidémies et endémies sur l'ensemble des sites CIB ;
- Procéder en cas d'absence du Médecin Chef, aux évacuations sanitaires des malades graves ;
- Prendre une part active aux activités du Comité d'Hygiène et de Sécurité ;
- Assurer sa présence aux activités du Projet VIH/SIDA de la CIB ;
- Garantir sa collaboration dans les activités de dépistage du VIH/SIDA et à la prise en charge globale des personnes vivant avec le VIH, des IST et autres maladies transmissibles et non transmissibles ;
- Apporter sa collaboration pour les supervisions des activités de laboratoire, de stomatologie, d'imagerie médicale et de la pharmacie ;
- Faire respecter les règles d'hygiène, le nettoyage et la sécurité de l'hôpital ;

Veiller à la supervision de la qualité des soins ; Suppléer le Médecin Chef, en son absence ;  
- Exécuter, à la demande de la hiérarchie, toute autre tâche supplémentaire liée au fonctionnement du service médical.

### Qualification requise

- Détenir un Doctorat d'Etat en médecine ;
- Avoir une expérience professionnelle de 5 ans minimum, à un poste similaire, dans une formation sanitaire légale.

### Exigences liées au poste

- Etre de nationalité congolaise ;
- Disposer d'excellentes connaissances en chirurgie générale, pédiatrie, gynéco-obstétrique, médecine du travail, VIH-SIDA et maladies tropicales ;
- Maîtriser l'outil informatique ;
- Détenir de bonnes dispositions de l'éthique et la déontologie médicale ;
- Avoir un bon contact et un bon esprit d'équipe ;
- Démontrer une volonté effective dans la recherche médicale ;
- Détenir un permis de conduire de type B ;
- La connaissance de l'anglais constitue un atout.

### Processus de sélection :

Les dossiers comportant un CV et une lettre de motivation devront être déposés au plus tard le 15 juillet 2017, au service des Ressources Humaines de la CIB à Pokola ou au Bureau CIB de Brazzaville.

Les candidatures numériques seront adressées au Responsable des Ressources Humaines à l'adresse électronique suivante :

crepin.malatou@cibpokola.cam

Les personnes retenues sur dossier, seront ensuite convoquées pour se soumettre à un test de recrutement et un entretien de sélection finale.

Fait à Pokola, le 13 Juin 2017

Le Directeur Général

Christian SCHWARZ







# REMORQUAGE ET AIDE AU CONSTAT GRATUITS

## SAHAM ASSURANCE AUTO

En cas de panne ou d'accident, nous sommes à vos côtés.

Quel que soit votre type de véhicule, bénéficiez d'offres adaptées à vos besoins.  
En cas de choc ou de panne, le constat et le remorquage de votre voiture sont gratuits.  
Pour plus de renseignements, rendez-vous dans l'une de nos agences.

ASSISTANCE  
05 053 58 58



**SAHAM**  
Assurance  
*Avancez librement*





## Emission inaugurale de 500 millions d'Eurobond UBA avec une sursouscription de 240% de la part des investisseurs internationaux – une validation supplémentaire de notre croissance panafricaine

Chers collègues,

Je suis heureux d'annoncer que notre banque vient de lever avec succès sur le marché international des capitaux 500 millions de dollars dans le cadre d'une première Euro-obligation qui a connu une sursouscription de 240%.

Après avoir examiné plus de 1,3 milliard de dollars d'ordres provenant de près de 200 investisseurs à travers le globe (Royaume-Uni, Europe, Asie, Moyen-Orient, Etats-Unis, etc.), les arrangeurs co-chefs de file de l'émission ont réduit la demande à 1,2 milliard de dollars.

Cette importante demande de la part des investisseurs reflète l'ampleur de l'appétit des investisseurs internationaux pour le crédit de UBA et correspond à la stratégie panafricaine du Groupe.

Ce premier Eurobond a été évalué par Fitch (Perspective B stable) et S&P (Perspective B stable), ce qui correspond à la même note attribuée à la Banque par les deux agences et se classe au même niveau que la notation souveraine du Nigeria, compte tenu de notre taille et échelle.

L'obligation a été émise à un taux nominal de 7,75%. Ce taux est considéré par la communauté des investisseurs internationaux comme le meilleur possible pour une première émission d'une institution financière d'origine nigériane, en l'état actuel du marché.

Je crois que la réussite de cette offre libellée en dollars illustre davantage la confiance des investisseurs internationaux dans les solides fondamentaux de notre groupe. L'obligation de 500 millions de dollars complètera notre base de financement stable et soutiendra la croissance de notre bilan et de l'ensemble des activités. Plus important encore, ce financement à moyen terme renforcera notre position dans le financement de projets rentables et à impact sur le continent africain.

Je voudrais féliciter l'équipe et tous ceux qui ont contribué à faire de cette première émission une réussite retentissante.

Je vous exhorte tous à rester engagés, pendant que nous travaillons ensemble pour faire de UBA le leader indiscutable de l'espace bancaire africain.

Félicitations à nous tous!



**VOTRE PICK UP QUI LIVRE PARTOUT!**



LA QUALITÉ JAPONAISE  
AU MEILLEUR PRIX



- FAIBLE CONSOMMATION
- GARDE AU SOL 175 MM
- CHARGE UTILE 760 KG
- MOTEUR 1,2 L
- COMPACTE







\*+650 000 FCFA TTC DE TRANSPORT ENTRE POINTE-NOIRE ET BRAZZAVILLE



Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève  
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso  
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 665 44 65  
BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 665 14 39





**AVIS DE RECRUTEMENT**

Une Banque de la place recrute un Directeur Adjoint du Contrôle Interne et de la Conformité.

**PROFIL RECHERCHE :**

- BAC + 5 en Comptabilité et Finance, Audit et Contrôle de Gestion ;
- Avoir au moins 5 ans d'expérience professionnel dans le métier et dans le Management d'équipe;
- Avoir occupé un poste de responsable en Audit, au contrôle interne ou à la Conformité dans une institution de la place ;
- Avoir une bonne connaissance de la réglementation COBAC;
- Avoir une bonne connaissance et l'expérience sur la Gestion et le fonctionnement du Contrôle interne ainsi que sur les Affaires Juridique et la conformité ;
- Avoir une parfaite maîtrise des outils informatique.
- Savoir parler anglais serait un atout favorable ;

**COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :**

- Cv avec photo et lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse mentionnée ci-après: [recrutement201701@yahoo.com](mailto:recrutement201701@yahoo.com) au plus tard le 30 juillet 2017 à 17h00

Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

**NB :** seuls les candidats (es) présélectionné (e) seront convoqués pour les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.



OFFRE D'EMPLOI

SERVTEC CONGO recherche

**Directeur des opérations**

Pour le compte d'un de ses clients, société de renommée Internationale du Secteur des Télécommunications :

**Mission :**

Sous la supervision du Directeur général, votre mission consistera à exécuter toutes les activités de contrôle et la supervision de l'ensemble des opérations incluant la logistique, la maintenance, la planification et la gestion des dépenses de votre département.

**Votre profil :**

- **Diplômé de niveau BAC+3** en Génie électrique et Electromécanique
- **Expérience professionnelle de + de 5 ans dans le domaine** de l'ingénierie, l'industrie électrique, pétrolière, et environnemental au niveau local ou international, expérience forte dans le management et la supervision des opérations de réseau en tant que superviseur terrain.
- Maîtrise des technologies et techniques mettant en œuvre les courants alternatifs BT et courant continu BT.
- Connaissance des Normes NFC 15000 et NFC 18510.
- Habilitation Electrique **B1, B2, BR, BE.**
- **RESPONSABILITES EXIGEES et ACQUISES :** Capable de prendre des initiatives au sein de son département, Assure le contrôle des performances des superviseurs de terrain de la société, Propose des stratégies d'amélioration par rapport aux remontées terrain, Garant et responsable des dépenses opérationnelles, Responsable de l'application des différentes procédures opérationnelles au sein de la société, S'assure de la bonne remontée des informations, Gestion et établissement d'un planning d'inspection des différents site, Forte capacité de leadership, gestion optimale d'un budget.
- Excellente Connaissance de la Langue Française, maîtrise de l'Anglais **Exigée**
- Forte capacité rédactionnelle
- Maîtrise du pack office (Word, Excel, Power Point, Microsoft Project)
- Permis de conduire obligatoire

**Lieu de Travail :** Brazzaville

Veillez adresser votre Curriculum Vitae ainsi que votre Lettre de Motivation à l'adresse email suivante :

[jean-claude.matondo@servtec-congo.com](mailto:jean-claude.matondo@servtec-congo.com)

ou déposer votre Candidature à l'attention de Monsieur Jean-Claude MATONDO, Société SERVTEC, à l'adresse suivante : Immeuble Mucodec -Face à la CNSS-au 2ème étage - Boulevard Denis Sassou-Nguesso  
Tél : 06 699 10 43

Le groupe des Universités d'Etat russes - RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent à



# ETUDIER EN RUSSIE

HAUTE QUALITE • PRESTIGE • RECONNAISSANCE MONDIALE

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en anglais et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.

**LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES!**

**WWW.EDURUSSIA.RU**

Frais d'études et d'hébergement:  
**de 2500 à 3500**  
dollars américains par an

**Adresses pour les inscriptions:****à Pointe-Noire**

Consulat Honoraire de Russie  
Avenue Moe Telli, Centre - ville,  
Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum)  
Tél: +242 055005560

**à Brazzaville**

Centre culturel russe de Brazzaville,  
Avenue Amilcar Cabral  
(à côté de Casino, ex-Score)  
Tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95

**NÉCROLOGIE**

Urbain Koundzala, agent des Dépêches de Brazzaville, les enfants Ndahka Yehre et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur oncle, père et grand-père Antonin Ndahka Yhere (Nicks), journaliste à Radio Congo, survenu le 14 juin 2017 au CHU de Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au quartier Massengo Soprogi (arrêt Tsuéké). La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

Yannick Mbouma, agent des Dépêches de Brazzaville, les familles Kodia, Mavoungou et Crépin Kodia (agent de la société Z&H annoncent aux parents, amis et connaissances le décès de Théophile Kodia (Lieutenant Eyoma vieux Liwa), survenu le 12 juin 2017 à l'hôpital de base de Baongo.

La veillée mortuaire se tient, N° 107, rue Dispensaire à Poto-Poto (ex Biz Ness).

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.





**BUROTOP IRIS**

# TELEFUNKEN

Le Géant allemand des téléviseurs

**LED 32" HD: 159 000 Fcfa**  
**LED 40" FULL HD SMART: 299 000 Fcfa**  
**LED 48" FULL HD SMART: 399 000 Fcfa**  
**LED 55" FULL HD SMART: 549 000 Fcfa**  
**LED 65" FULL HD SMART: 999 000 Fcfa**

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60  
 Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

**LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE**  
 www.lesdepechesdebrazzaville.com

## BON PLAN! RECRUTEMENT

**Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent**

**FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES**  
rejoignez notre équipe marketing

Brazzaville : 05.532.01.09  
 Pointe-Noire : 06.963.31.34

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo

**Dioyane SENNY** est formateur en gestion et en management, depuis plus de 15 ans en France.

## ANKH

**Gestion Conseil**  
Depuis 2005

22, rue Mbama Prosper — Près de la case de Gaulle  
 A 5 minutes du Centre-ville vers la corniche  
 Tél: (00242) 05 709 50 13/ (00242) 06 684 27 75  
 E-mail: ankh.gestion.conseil@gmail.com  
 Site: www.ankhgestionconseil.com

### FORMATION EN MANAGEMENT INTERNATIONAL INTERCULTUREL

Le cabinet ANKH GESTION CONSEIL organise une série de formation, suivant le programme ci-après. Possibilité de formation intra entreprise sur demande. Pour tous renseignements, veuillez nous contacter aux numéros indiqués ci-dessus. Date limite d'inscription: le 20 juillet 2017

INTITULÉ	COÛT	DUREE	DATE	LIEU
Management d'équipe multiculturelle	300 000	2 jours	Du 08 au 09 aout 2017	Les formations se feront dans les locaux du cabinet, sis au n° 22 de la rue Mbama Prosper à Bacongo, près de la Case de Gaulle
Coopération interculturelle	300 000	2 jours	Du 10 au 11 aout 2017	
Expatriation	300 000	2 jours	Du 21 au 22 aout 2017	
Négociation interculturelle	300 000	2 jours	Du 24 au 25 aout 2017	
Management d'équipe interculturelle	300 000	2 jours	Du 28 au 29 aout 2017	



## JUSTICE INTERNATIONALE

## Alexis Thambwé Mwamba décline toute responsabilité dans le crash du Boeing 727

**Le ministre congolais de la Justice « ne disposait ni d'une autorité, ni de compétence militaire au sein » du RCD au moment des faits, a affirmé dans un communiqué son avocat, Laurent Kennes.**

Un nouveau développement dans l'affaire Thambwé Mwamba. Il s'agit des moyens de défense présentés par le présumé coupable par le biais de son avocat, Laurent Kennes qui, dans un communiqué publié vendredi 16 juin, lave son client de tout soupçon. Visé par une plainte en Belgique pour crime contre l'humanité, le ministre de la Justice livre ainsi sa version de fait et décline toute responsabilité dans le crash du Boeing 727 de la compagnie Congo Airlines (CAL) abattu près de Kindu (province de Maniema) le 10 octobre 1998 avec cinquante personnes à son bord. D'après l'accusation, un missile tiré par les rebelles du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), dont Alexis Thambwé Mwamba était l'un des dirigeants, serait à la base de cet incident. Les proches des victimes en veulent notamment au garde des sceaux RD-congolais pour avoir, selon eux, été le premier à revendiquer ce tir de missile contre cet avion civil. L'actuel ministre de la Justice aurait, en effet déclaré, le jour même à la presse internationale dont l'AFP, à en croire ses pourfendeurs, que « la rébellion avait abattu un avion civil avec à son bord quarante militaires et du matériel de



Alexis Thambwé Mwamba

guerre alors qu'il atterrissait sur l'aéroport de Kindu ».

Dans son communiqué, son avocat étale les faiblesses de l'accusation en affirmant notamment que son client « ne disposait ni d'une autorité, ni de compétence militaire au sein » du RCD. Bien plus, ajoute-t-il, « il était responsable des relations extérieures et a été informé, après le crash, de celui-ci ». Et de poursuivre : « Il s'est borné à informer le public, pour le compte du RCD, des raisons pour lesquelles des militaires de ce mouvement avaient tiré un missile sur l'avion. Il n'a donc commis aucun acte en lien avec cet événement dramatique ».

Avec une conscience tranquille et fort des arguments à opposer aux autorités belges, Alexis Thambwé Mwamba se dit, via son avocat, disposé à répondre à toute convocation et à toute question qui lui sera posée dans le cadre de cette affaire

pour faire la plus grande clarté. Entre-temps, le ministre de la Justice incriminé bénéficie d'un élan de solidarité sans pareil dans les rangs de la majorité présidentielle où l'on met, d'ores et déjà, cette affaire sur le compte d'un harcèlement judiciaire. Le camp présidentiel minimise la portée juridique de cette affaire fondée sur des allégations mensongères et se veut rassurant quant au retour imminent de son cadre. Cette plate-forme rejette toute information faisant état de l'arrestation d'Alexis Thambwé Mwamba dans un pays étranger comme distillée dans l'opinion la qualifiant de simple rumeur, sans fondement. « Le garde des sceaux RD-congolais est en séjour en Belgique dans le cadre d'une mission officielle », soutient la famille politique du chef de l'État dans un communiqué publié ce week-end tout en réitérant son soutien à toutes les personnalités sanctionnées récemment aussi bien par l'Union européenne que par les États-Unis.

Ainsi donc, la Majorité présidentielle condamne le harcèlement judiciaire utilisé par une frange de la Communauté internationale comme « instruments d'ingérence dans les affaires intérieures d'un État ». Elle rappelle, par ailleurs, le principe de complémentarité et de subsidiarité de la justice internationale par rapport à la justice nationale des États, en l'occurrence celle de la République démocratique du Congo.

Alain Diasso

## KANANGA

## Clôture de l'atelier de formation sur les réseaux sociaux

**Dans le cadre du projet womens's voices for peaceful and democratic dialogue de l'Internews (la participation de la femme dans le débat démocratique), projet mené en partenariat avec l'Union congolaise des femmes des médias (Ucofem), les femmes de la société civile de Kananga et de Tshikapa réunies au sein de la plate-forme Femme en action pour le développement du Grand Kasai (Fadka) se sont engagées à militer pour le retour d'une paix durable dans cet espace où l'insécurité, les violences sexuelles, les tueries, les destructions méchantes des infrastructures se vivent au quotidien.**

Les femmes ont pris cet engagement au cours de la conférence de presse tenue à l'issue d'un atelier de formation organisé dernièrement par l'Ucofem avec l'appui de l'Internews sur l'utilisation des réseaux sociaux dans une stratégie de communication. Cette formation a ciblé treize organisations féminines de la société civile réunies au sein de la plate-forme dénommée Fadka.

La conférence de presse de la Fadka, qui a eu pour cadre la salle des ressources de l'enseignant de Kananga, dans la commune de Kamayi, s'est tenue sur le thème « L'implication des femmes des organisations féminines de la société civile pour la paix durable dans l'espace Grand Kasai : enjeux et perspectives ».

Après avoir brossé la situation so-

ciopolitique précaire de la région du Grand Kasai, laquelle situation est marquée par des violations flagrantes des droits humains dont la femme et l'enfant sont les principales victimes, la présidente de la Fadka, Jacqueline Tshibuabua, a souligné que sa plate-forme s'est engagée dans le processus de retour d'une paix durable et efficace dans l'espace Grand Kasai. Pour ce faire, des actions de grande envergure sont envisagées, notamment l'intensification de la sensibilisation dans les différentes structures de la Fadka en faveur de la paix, l'implication de tous les médias dans la communication pour la paix au Kasai, l'organisation des journées portes ouvertes.

La Fadka entend aussi mener une campagne pour la paix dans l'espace Kasaien à travers les réseaux sociaux, drainer toutes les organisations paysannes, les Églises, les organisations à assises communautaires, les universités, etc. à mener une sensibilisation à grande échelle pour le retour d'une paix durable dans l'espace kasaien. Car, soutient Jacqueline Tshibuabua, sans la paix, pas de développement, pas d'enrôlement, pas d'élection, pas de représentants kasaiens dans les instances de prise de décisions. La Fadka entend œuvrer avec le gouvernement et d'autres institutions du pays pour faire régner la paix. D'où l'appel lancé notamment au gouvernement afin d'appuyer davantage sur l'accélérateur pour le retour effectif de la paix dans l'espace kasaien.

Aline Nzuzi

## INSÉCURITÉ

## Libération de deux employés du CICR enlevés dans l'Est

**Les deux employés du Comité international de la croix-rouge (CICR), enlevés il y a une semaine dans l'est de la République démocratique du Congo, ont été libérés jeudi, a annoncé le CICR dans un communiqué. « Les deux membres du CICR qui avaient été enlevés mercredi 7 juin dans la matinée entre Kirumba et Beni, dans le territoire de Lubero (province du Nord-Kivu), ont été libérés ce jeudi 15 juin dans la matinée », écrit le CICR. La nationalité des deux employés n'a pas été dévoilée. « Nous sommes soulagés du retour de nos collègues et nous nous réjouissons qu'ils aient retrouvé leurs familles. C'est la fin de leur calvaire », a déclaré Christine Cipolla, responsable du CICR en RDC, citée dans le communiqué.**

« Nous déplorons toutefois vivement cet enlèvement, car ce type d'acte peut mettre en péril le travail des humanitaires », a-t-elle ajouté. Les deux employés faisaient partie d'une équipe du CICR qui assurait le suivi d'une distribution d'aide humanitaire en faveur de 5.000 familles en détresse dans une zone touchée par des conflits armés. « On a suspendu nos mouvements dans la province du Nord-Kivu jusqu'à nouvel ordre (...) en attendant les garanties de sécurité », a cependant déclaré à l'AFP un porte-parole du CICR. Les enlèvements, notamment de personnels étrangers et congolais d'organisations humanitaires, sont fréquents dans les territoires de Masisi, Lubero, Rutshuru et Walikale dans la province du Nord-Kivu.

L'est de la RDC est déchiré par des conflits depuis plus de vingt ans. Différents groupes armés étrangers et locaux s'y affrontent sur la base des différends ethniques et fonciers, la concurrence pour le contrôle des ressources minières de la région et des rivalités entre puissances régionales.

AFP

## Moïse Katumbi : « Je vais rentrer au pays. Mon retour est imminent »

**L'ex gouverneur du Katanga et candidat déclaré à la présidentielle de fin 2017, a assuré que son retour au pays était « imminent » après que le comité des droits de l'homme de l'Onu ait sommé les autorités de la RDC de l'autoriser à rentrer et d'assurer sa sécurité.**

Maintes fois reporté, le retour au pays de l'ex gouverneur du Katanga pourrait, cette fois-ci, être effectif au regard des derniers développements, avec à la clé, l'implication du comité des droits de l'homme de l'Onu basé à Genève. Le vendredi 16 juin à Paris, au cours d'une conférence de presse, Moïse Katumbi s'est voulu rassurant, laissant transparaître son envie de rentrer le plus vite possible dans son pays, certainement fatigué par l'exil forcé auquel l'ont astreint les autorités de la RDC. Ses assurances, le président du TP Mazembe les puisent dans ce qui a tout l'air d'une injonction du Comité des droits de l'homme de l'Onu vis-à-vis des autorités congolaises sommées, à la limite, de l'autoriser à rentrer et d'assurer sa sécurité.

On se souvient que Moïse Katumbi avait porté plainte le 2 juin auprès de cette instance onusienne contre le gouvernement congolais qu'il soupçonne de vouloir l'empêcher de se présenter à l'élection présidentielle,



Moïse Katumbi

théoriquement prévue avant la fin de l'année. Dans sa lettre d'accusé de réception du 13 juin, le comité des droits de l'homme de l'Onu avait enjoint l'Etat congolais à « prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer » que Moïse Katumbi « puisse rentrer en République démocratique du Congo et puisse participer, librement et en toute sécurité, en tant que candidat, aux élections présidentielles ». Aussi, pendant toute la durée d'examen de la plainte de l'ex gouverneur à Genève, l'Etat congolais est tenu de garantir à l'opposant « son droit à la liberté et à la sécurité en le protégeant contre toute forme

d'arrestation ou de détention arbitraire ».

Pour la défense de Moïse Katumbi qui s'est félicité de l'implication judiciaire de l'institution onusienne dans ce dossier, le gouvernement congolais n'a qu'à se plier à cette injonction. Pour plus d'assurance et de garantie, la possibilité de saisir la Monusco est même envisagée pour assurer la « protection efficace » de l'ex gouverneur « pour ne pas qu'il lui arrive malheur », selon les dires de Me Dupond-Moretti. Aussi, fort de cette couverture onusienne, Moïse Katumbi tient-il à rentrer au pays (sans préciser de date), tout en sachant que les autorités congolaises ont promis de l'arrêter dès son retour. « Je rentre avec une garantie des Nations unies (...) Je dois aller faire campagne au pays et sauver le peuple congolais », a-t-il martelé devant la presse.

Candidat déclaré à la présidentielle de fin 2017, l'opposant congolais en exil a été condamné à trois ans de prison pour spoliation d'immeuble et attend comparaître devant la justice congolaise pour une affaire de recrutement présumé de mercenaires. Autorisé à se rendre à l'étranger pour suivre des soins médicaux en mai 2016, il s'est depuis lors exilé et son retour demeure toujours sujet à controverse.

A.D.



## PRÉSIDENTIELLE 2017

## Le Rassemblement/Limete recadre Moïse Katumbi

**Candidat à la présidentielle 2017, l'ex-gouverneur de la province du Katanga et candidat déclaré à la présidentielle de fin 2017 se verrait bien porté dans son ambition par ses pairs du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement.**

Membre de la plate-forme pour laquelle il s'est battu afin de lui donner corps en finançant notamment certaines de ses activités, Moïse Katumbi s'est accordé le droit légitime d'en faire une plate-forme électorale destinée à soutenir sa candidature à la présidentielle. Lidée, quoique géniale eu égard à la force politique que représente ce regroupement politique, ne fait décidément pas l'unanimité. Écartelé entre deux tendances pour le moins concurrentes, une aile du Rassemblement, en l'occurrence le Rassop/Limete est encore en phase avec l'ex-gouverneur du Katanga que certaines langues présentes, à tort ou à raison, comme son autorité morale.

« Il n'en est rien », martèle un membre du Comité de sages du Rassemblement. S'expliquant à ce sujet au lendemain du point de presse de Moïse Katumbi à Paris, cette source proche du Rassemblement rappelle que cette structure politique est une coalition des personnalités diverses et des partis politiques. Certains, a-t-il déclaré, sont dans l'opposition depuis des dizaines d'années et partagent leur idéal politique avec des plus jeunes. Ce serait, a-t-il ajouté, faire injure à leur

lutte en transformant le Rassemblement en une plate-forme électorale livrée à la merci d'un candidat président de la République. Et d'ailleurs, a-t-elle précisé, le Rassemblement n'a pas vocation à être une plate-forme électorale. Dans le cas d'espèce, seul le G7 s'est prononcé en faveur de la candidature de Moïse Katumbi tandis que les sept autres plates-formes affiliées ne sont pas prêtes à embrasser sur ce registre. Pour ce cadre du Rassemblement qui a requis l'anonymat, la priorité pour l'heure consiste à obtenir l'alternance politique et surtout à participer aux prochaines joutes électorales, quitte à réfléchir le moment venu sur la candidature à piloter à la présidentielle. Par le passé, d'autres cadres du Rassemblement avaient déjà fustigé l'intention de certains membres de prendre en otage ce regroupement des plates-formes de l'opposition et de vouloir le transformer en une structure électorale en mettant en avant leurs propres ambitions électorales pour se servir de la plate-forme comme une passerelle. « Nul ne peut prendre en otage le Rassemblement pour le détourner de son mandat collectif de défense de l'intégrité de la Constitution de notre pays. Nul ne peut transformer le Rassemblement, notre œuvre commune, en plate-forme électorale au service de son ambition », avait en son temps déclaré l'initiateur du parti Congo na biso (CNB), Freddy Matungulu.

Alain Diasso

## ENJEUX POLITIQUES

## Appel des anciens chefs d'État africains à une transition pacifique et démocratique en RDC

**Neuf anciens dirigeants africains, des modèles d'une certaine conception de la démocratie sur le continent, auxquels s'est joint l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, ont lancé le 16 juin, via un communiqué, un appel pressant aux autorités congolaises en faveur d'une transition pacifique et démocratique en RDC.**

« Appel urgent pour une transition démocratique pacifique en République démocratique du Congo ». Tel est l'intitulé d'un communiqué publié le 16 juin et signé par neuf anciens chefs d'État africains et un ex-secrétaire général de l'ONU, en l'occurrence Kofi Annan. Le message contenu dans ce document est un vibrant appel lancé aux autorités congolaises en faveur d'une transition pacifique et démocratique en RDC en proie à une crise politique susceptible de menacer la stabilité, la prospérité et la paix de toute la région des Grands lacs, voire de l'Afrique dans son ensemble.

Cette crise, pensent-ils, résulte de la non-tenu des élections en 2016 conformément à la Constitution. En tant que dirigeants africains attachés à la démocratie et se sentant concernés au plus haut degré par la situation en RDC, les signataires dudit document ont préféré sonner l'alerte pendant qu'il est encore temps. S'il est vrai que l'accord entre le gouvernement et l'opposition conclu à la Saint-Sylvestre sous l'égide de la Conférence épiscopale nationale congolaise (Cénco) a permis d'éviter un désastre, ils notent cependant que sa mise en œuvre rencontre des difficultés croissantes qui mettent en

péril le processus censé conduire à des élections pacifiques d'ici la fin de cette année. « L'esprit et la lettre de l'accord ne sont pas respectés mettant ainsi en danger une transition politique non violente, qui nous paraît essentielle pour la stabilité et la prospérité future de la RDC. Les élections avec intégrité sont la seule stratégie pacifique possible pour résoudre la crise de légitimité qui afflige les institutions du Congo. Le gouvernement de la RDC et la communauté internationale doivent fournir à la commission électorale toutes les ressources nécessaires pour organiser les élections dans les délais prévus par l'accord », indiquent-ils dans leur message.

Si la crise actuelle en RDC n'est pas traitée, elle aura des conséquences continentales, ont averti Kofi Annan et les neuf anciens dirigeants africains qui, dans le même temps, ont invité les leaders politiques congolais à donner la priorité à l'intérêt national. « L'avenir de la RDC est en grave danger. Aussi appelons-nous les leaders congolais à redoubler leurs efforts de mise en œuvre de l'Accord de la Saint-Sylvestre de bonne foi afin de restaurer la confiance entre les partis et assurer des élections libres, crédibles et pacifiques d'ici la fin de l'année », ont-ils conclu.

Outre l'ex-secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, l'ex-président nigérian Olusegun Obasanjo, l'ex-chef d'État tanzanien Benjamin Nkapa, ceux du Bénin Boni Yayi et du Ghana John Kufuor comptent parmi les neuf anciens dirigeants africains à avoir apposé leurs signatures au bas de ce document.

A.D.

## ISC/MATADI

## Les étudiants sensibilisés aux pratiques de corruption

**La Ligue congolaise de lutte contre la corruption est allée au coeur du milieu étudiant à Matadi pour sensibiliser à ce fléau qui grangène déjà, depuis des années, les universités. L'objectif est de stopper la corruption et pousser les étudiants à renoncer et à dénoncer des cas de corruption dans les universités, l'ISC/Matadi pour le cas d'espèce.**

Impliquer les étudiants à refuser et à dénoncer la corruption dans le milieu universitaire a constitué l'essentiel des échanges de la « Tribune d'expression populaire », organisée par la Ligue congolaise de lutte contre la corruption (Licoco), le 10 juin, dans la salle de conférence de

l'Institut supérieur de commerce (ISC) de Matadi au Kongo Central. Comme il fallait s'y attendre, les étudiants ont tiré profit du passage de la Licoco dans leur Institut pour briser le silence et dénoncer certains cas de corruption qui pullulent au sein de leur alma mater.

La mobilisation a été tous azimuts autour de cette rencontre axée contre la corruption. C'était une première du genre pour cet établissement universitaire qui a exprimé le besoin imminent de s'engager dans ce combat, à côté de la Licoco, pour conscientiser les étudiants du Kongo Central de ne plus recourir à des moyens illicites pour obtenir de bonnes notes; il a aussi été question de leur inculquer de bonnes pratiques de l'éthique et de la morale.

Prenant la parole, le recteur de l'ISC/Matadi a souligné que la corruption grandissante qui gangrène le pays doit impérativement interpeller l'ensemble de la population, en commençant par l'élite intellectuelle à laquelle

incombe en premier la responsabilité sociale. Le recteur de l'ISC/Matadi a précisé que la conjoncture difficile de la RDC, et tous ses effets corollaires sur l'enseignement, doit pousser les étudiants à lutter contre la corruption dans le milieu universitaire.

Pour sa part, le secrétaire exécutif de la Licoco, Ernest Mpararo, n'a pas mâché ses mots, tenant un discours franc contre la cor-



Les étudiants lors de la Tribune d'expression libre de la Licoco à l'ISC Matadi

ruption dans le milieu universitaire. Séance tenante, il a démontré clairement que la pratique des frais connexes qui prennent en compte la vente des imprimés aux étudiants (TP et Interrogations) est un cas de corruption susceptible d'effriter la qualité de l'enseignement. Aussi a-t-il demandé au comité de gestion de l'ISC/Matadi de supprimer ces frais qui tendent à influencer, en amont, les résultats des étudiants. Le responsable de la Licoco a saisi cette opportunité pour présenter le bureau du Centre d'assistance juridique et de l'action citoyenne (Cajac) de Matadi, mis à la disposition des citoyens du Kongo Central pour les pousser à dénoncer les cas de corruption.

Cette conférence a suscité un débat houleux mais constructif. À l'initiative du recteur de l'ISC/Matadi, les étudiants ont émis les vœux de créer un club anti-corruption pour renforcer leur action contre la corruption au sein de leur établissement universitaire.

Martin Engimo

## DIVISION 1/PLAY-OFF

## Mazembe soumet Don Bosco, V.Club vient à bout de Bukavu Dawa

**On est déjà à la dernière ligne droite au championnat national de football avec trois équipes qui se détachent en tête du classement. Avec son succès, précieux, sur Don Bosco, Mazembe se conforte de plus en plus dans le fauteuil du leader, alors que V.Club maintient sa pression grâce à sa victoire sur Bukavu Dawa.**

Déjà premier au classement provisoire du Play-Off de la 22e édition du championnat national de football avec un meilleur goal average, le TP Mazembe a consolidé ce leadership, le 16 juin, dans son stade de la commune de Kamalondo à Lubumbashi, en s'imposant face au CS Don Bosco. Deux buts inscrits, le Malien Adama Traoré à la 8e minute et Ben Malango à la 77e minute, c'est le résultat de cette rencontre de la 10e journée de cette ultime étape de la Division 1. Notons que Ben Malango a raté un penalty à la 14e minute, mais influencer à l'issue de la partie. Avec cette précieuse victoire, Mazembe du coach Pamphile Mihayo Kazembe totalise 24 points, seul en tête du classement, devant le DCMP relégué à la deuxième position avec 21 points et un goal différence de +10. V.Club (21 points, un goal différence de +9 et un match en retard) doit sa troisième place grâce à sa victoire sur le fil, le même

vendredi au stade des Martyrs de Kinshasa, aux dépens de l'OC Bukavu Dawa par deux buts à un. Taggy Etekiama a ouvert la marque pour les Dauphins Noirs à la 40e minute sur penalty, avant l'égalisation de Bukavu Dawa par Kamuti à la 85e minute après avoir apporté du danger dans le camp de V.Club pendant une vingtaine de minutes. Mais le duel tactique entre les entraîneurs Florent Ibenge des Dauphins Noirs de la capitale et José Mundele des Olympiens venus de Bukavu a finalement tourné autour du premier cité avec le deuxième but inscrit à la 88e minute par Eddy Ngoy Emomo sur un deuxième penalty accordé par l'arbitre de la partie, une sanction très contestée par les joueurs de Bukavu Dawa.

Pour Florent Ibenge, ses joueurs n'ont pas fait l'effort nécessaire en deuxième période, avant de se ressaisir. « Rien n'est gagné sans peine », a-t-il souligné. Pour sa part, José Mundele a indiqué que son équipe est en reconstruction, avec le souci de faire du beau jeu et faire douter des équipes plus expérimentées et habituées aux compétitions africaines. Bukavu Dawa n'a pas été ridicule et a bien répondu à V.Club au cours de cette rencontre. Malgré la défaite, a dit José Mundele, le travail va continuer.

M.E.



## 5° TOUR CYCLISTE DE LA RDC

## Noël Richet et Brendan James vainqueurs des deux premières étapes

La cinquième édition du Tour cycliste international de la RDC a bel et bien été lancée, le 15 juin, à Goma dans la province du Nord-Kivu, en présence du ministre des Sports, Papy Nyango, et du président de la Fédération congolaise de cyclisme, Sylvestre Motayo.

Cent douze coureurs ont au départ de la première étape de cette compétition courue sur un circuit fermé de 84 km sous le regard d'une foule qui s'est massivement rangée le long de la route. Et c'est le français Noël Richet qui l'a remportée, s'appropriant dès l'entrée le maillot jaune du premier au classement général. Le Belge Ali Nouisir a pris la deuxième place devant le Hollandais Rick Nobel. Le RD-Congolais Jimmy Muhindo a fini à la quatrième position. « *Le public est formidable, c'est vraiment fantastique. Pour nous Européens, on ne voit pas autant de public chaque fois chez nous. Et on voit que tout le public est aussi amoureux du sport. À chaque fois qu'on est ici en Afrique, on a des frissons. Et le Congo, c'est vraiment formidable pour ça* », a déclaré le vainqueur de la première étape à la presse.

La deuxième étape, courue le



Noël Richet en maillot jaune après son succès à la première étape du 5e Tour cycliste du Congo 2017 (photo Internet)

vendredi 16 juin sur les artères de Kindu dans la province du Maniema, a été remportée par le Belge d'origine australienne Brendan James. Il a parcouru en 3h28' les 120 km du circuit fermé, répartis en 24 tours de 5 km chacun. Après la première place de la première étape, le Français Noël Richet s'est contenté de la deuxième position, devant le Camerounais Sikandi Dapnet Ghyslain. On a retrouvé une fois de plus le RD-Congolais Jimmy Muhindo à la quatrième place de cette étape après celle obtenue à Goma, alors que Fiston Dukwa a été le sixième coureur à franchir l'arrivée de cette étape. L'on note que cinquante-six cyclistes ont pris part à

cette deuxième étape dont vingt-cinq n'ont pas franchi l'arrivée, ayant abandonné pour diverses raisons. « *Il y avait beaucoup de chaleur et cela a fait beaucoup de dégâts, il y a beaucoup d'écarts aujourd'hui, tant mieux pour nous, les Franco-Belges en étant premier et deuxième. Pour ma part, premier hier et deuxième aujourd'hui, je suis très content, la forme est là, je suis très fort et je crois que cette année, je continuerai comme ça* », a déclaré Noël Richet. Selon le programme du Tour, la troisième étape devrait se courir, le 17 juin, entre Lubumbashi et Likasi (120 km) dans l'ex-province du Katanga.

Martin Enyimo

## MUSIQUE

## Ray Lema et Manu Dibango attendus à l'INA

Les deux musiciens émérites vont échanger avec les étudiants et enseignants de la section musique, le 19 juin, à partir de 9 heures dans la salle Mikanza.

Inscrit dans l'agenda des activités spéciales de ce mois de juin à l'Institut national des arts (INA), la venue de Ray Lema et Manu Dibango devrait intéresser l'ensemble de la communauté de cette institution publique. Elle est considérée bien plus qu'une simple visite. Elle passe même bien pour un évènement, c'en est d'ailleurs sans nul doute véritablement un, à l'instar du précédent passage de Ray Lema qui avait en son temps fait salle comble. Un moment dont l'INA garde un merveilleux souvenir, avons-nous appris de plusieurs étudiants. Du reste, c'est avec un grand enthousiasme que le Pr Yoka a annoncé

au Courrier de Kinshasa la tenue de cette rencontre dans les murs de l'INA.

En effet, ce rendez-vous dont nous a fait part le directeur général a été confirmé par le chef de section musique adjoint chargé de la recherche, Michel Ngongo. Ce dernier a livré en peu de mots l'essentiel du programme qui, a-t-il dit, portera sur un échange qu'il espère très instructif pour les deux parties, mais encore plus particulièrement les étudiants. « *Il sera abordé des questions techniques et pratiques. Les deux artistes qui ont derrière une longue et fructueuse carrière auront assurément à nous apprendre à ce propos. Ils voudront bien échanger sur les différentes facettes de la carrière artistique de sorte à éclairer les jeunes qui se destinent à une belle carrière à venir* », a-t-il expliqué.

Par ailleurs, nous a encore confié Michel Ngongo, « *Ray Lema a promis de s'accompagner de son groupe, au moins cinq musiciens* ». Dans ce lot, nous a-t-il appris, il y aura un saxophoniste, un trompettiste et un drummer. Et d'ajouter que Manu Dibango sera de la partie sur invitation expresse de Ray Lema. Ce que l'enseignant considère pour une réelle aubaine, quitte à nous rappeler que le réputé saxophoniste a réalisé une partie de sa carrière ici au Congo, alors Zaïre, dans l'African Jazz au côté notamment des feus Tabu Ley Rochereau et Dr Nico. Signalons que Ray Lema et Manu Dibango, ces deux grosses pointures qui font la fierté de la musique africaine contemporaine, se rendront à l'INA au lendemain de leur concert au JazzKif. C'est, du reste, leur participation à sa 11e édition qui justifie leur présence actuelle à Kinshasa. Particulièrement, c'est depuis la soirée de mercredi que Ray Lema est dans nos murs. Ensemble avec son aîné Manu, ils vont clôturer cette grand-messe du jazz tenu pour un rendez-vous incontournable. Il s'est tenu, pour la seconde fois consécutive, à la Halle de la Gombe, le week-end entier, soit du vendredi 16 au dimanche 18 juin.

N.M.

## ART-CULTURE-MÉDIA

## «Ma thèse en 180 secondes» : une double consécration pour Arlette Masamuna

Unique dame à concourir face à ses neuf homologues masculins lors de la finale tenue dans la salle polyvalente de l'Institut français (IF) le 9 juin, la thésarde a valablement défendu les couleurs de l'Université catholique du Congo (UCC) en raflant toute seule le premier prix du jury et celui du public après une prestation applaudie sur l'« Étude de la médiatisation de la journée de la femme en RDC ».

Après débat et délibération à huis clos, le jury présidé par le Pr Bertin Makolo Muswaswa a sélectionné les trois lauréats, notamment Arlette Masamuna, Charles Nkiere (Université de Kinshasa, Unikin) et Aristcale Mulonda (Université pédagogique de Kinshasa, UPN), eu égard aux critères d'évaluation. Le Courrier de Kinshasa tient du juré susmentionné que la sélection de la lauréate occupant la première place du podium a été unanime. « *L'addition des notes a été faite sans trop regarder les commentaires personnels. Et nous étions étonnés de voir que le choix du public*



Les dix candidats à la première finale de MT180 de Kinshasa

correspondait à celui du jury », nous a confié le Pr Bertin Makolo. Par ailleurs, le président du jury a recadré le contexte du concours de « *Ma thèse en 180 secondes (MT 180)* », soulignant que le choix des primés était fait dans le strict respect des critères. Et de préciser à propos : « *il fallait, dans la mesure du possible, respecter le temps imparti. Lorsque l'on terminait trop tôt sans avoir surtout présenté la structure de son exposé, l'on avait l'impression que le sujet n'était pas maîtrisé. Lorsque l'on prenait son temps pour écouler les 180 secondes ou alors dépasser la moitié, c'était bon* ». Le Pr Bertin Makolo a, en sus, évoqué le meilleur atout d'Arlette Masamuna : « *L'expression était très claire, l'exposé structuré avec une introduction et un développement dans lequel transparaissait la méthode qu'elle avait appliquée. Ensuite est venue la conclusion* ». Mais de renchéir aussi que « *quelques candidats ont aussi eu des exposés bien structurés mais ils ont eu des problèmes au niveau de l'expression et de la vulgarisation. C'est sur ce point là qu'elle les a surpassés et puis l'on a tenu compte de l'originalité aussi* ». Et justement sur ce point, il a ajouté : « *Le coup de cœur a été le critère qui a permis de balancer tout. L'on a considéré que son travail porte sur la femme à un moment où elle est critiquée négativement même si cette journée lui est accordée. Le fait d'étudier cette circonstance est une façon de la valoriser et en même temps de lui montrer le chemin qui doit être le sien* ».

## La maîtrise de soi

Pour la représentante personnelle du chef de l'État à la Francophonie, Isabel Machik Tshombe, également présente au moment de la compétition, le sacre de la candidate de l'UCC était bien mérité. À propos du vote de la salle, elle a affirmé : « *Il est très difficile de faire mentir un public surtout quand tout est spontané et que rien n'a été préparé à l'avance. Généralement, quand il n'approuve pas, le public vous crache au visage mais quand il est d'accord, il dit bravo ! Il ne transige pas. Le jury se conforme à des critères mais le public réagit toujours par un coup de cœur, ce qu'il perçoit et ressent* ». Et pour ce qui est des critères qui ont milité en faveur du premier prix du jury, Arlette Masamuna, Isabel Machik Tshombe a relevé le fait que « *cette jeune dame a d'abord du talent et elle avait un discours clair. L'on a tout de suite compris quel était son sujet et elle avait de la maîtrise de soi. Lorsqu'on est orateur, il faut absolument avoir de la maîtrise de soi, ne pas se laisser intimider. De plus, elle a respecté le temps* ». Et elle a conclu : « *C'était normal qu'elle soit encouragée par le public qui a tout de suite reconnu son talent* ».

Après son couronnement, Arlette Masamuna devrait défendre les couleurs de la RDC à la finale mondiale de MT 180 prévue pour septembre à Liège en Belgique. En effet, il s'agit là de l'étape ultime de ce concours scientifique international qui est la reprise francophone de la compétition australienne « *Three minutes thesis* » conçue à l'Université de Queensland. À Kinshasa, l'épreuve qui s'est tenue, le vendredi 9 juin, dans une atmosphère conviviale et ludique à l'IF, était une grande première. En effet, l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), organisait là, via le Campus numérique francophone de Kinshasa (CNFK), l'édition initiale de la RDC. L'Unikin, l'UPN, l'UCC et l'École régionale postuniversitaire d'aménagement et de gestion intégrés des forêts et territoires tropicaux (Eraift) sont les quatre établissements d'enseignement supérieur qui ont pris part à la finale nationale de MT 180. Ce, en présence notamment du ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), Steve Mbikayi, et évidemment de la responsable du CNFK, Élodie Bamowongo.

Nioni Masela



Manu Dibango et Ray Lema



## ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

## Les secrétaires généraux formés à la gestion des bureaux de vote

Une délégation de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI), conduite par son président Henri Bouka, a animé vendredi 16 juillet une formation des secrétaires généraux des districts, arrondissements et communes des départements de Pointe-Noire et du Kouilou, dans le cadre des préparatifs des élections législatives et locales du 16 juillet prochain.

En effet trois thèmes ont été développés et animés par divers orateurs, à savoir : « Tenue d'un bureau de vote à l'occasion des élections législatives et locales couplées » par Henri Bouka ; « Application de l'arrêté n°2810 du 21 juin 2002 fixant la procédure de calcul des résultats des élections locales et le mode d'attribution des sièges » par Guy Mebiama et Germain Loubota ; « procédure de calcul des résultats des législatives » par Marcel Banzouzi.

Edifiant la presse sur l'importance de cette formation, Esaïe Nsilulu Biangana, secrétaire général du district d'Hinda a exprimé sa satisfaction. « C'est une première pour le Congo d'organiser les élections législatives et locales couplées. Ainsi je voudrais d'abord saluer cette initiative de la CNEI pour l'organisa-



Tribune officielle; vue des participants

tion de ce séminaire qui vient à point nommé au moment où le peuple congolais se prépare à élire ses représentants à l'Assemblée nationale. Ceci est bien normal dans une démocratie en

vue de mieux former les acteurs qui seront au cœur de l'activité électorale à venir », a-t-il dit. Notons que les secrétaires généraux ainsi formés, formeront à leur tour les membres des com-

missions locales d'organisation des élections et présideront des bureaux de vote. Cette même activité se poursuivra dans le département du Niari.

Séverin Ibara

## JOURNÉE DE L'ENFANT AFRICAIN

## Vulgariser et appliquer intégralement les lois nationales et internationales

La direction départementale des Affaires sociales du Kouilou a organisé le 16 juin à Madingo-Kayes la 27e journée de l'enfant africain autour d'un focus qui a réuni les enfants, les parents, les autorités locales et plusieurs partenaires sociaux, soucieux du devenir de l'enfant.

« Accélérons la protection, l'autonomisation et l'égalité des chances des enfants de l'Afrique d'ici 2030 » est le thème de cette

année. Il a été choisi afin de redonner l'occasion de mettre en avant l'application de la lecture des différents instruments juridiques en faveur de l'enfant. « Il est donc impérieux que l'humanité comprenne et accepte qu'il est grand temps d'accélérer la protection, l'autonomisation et l'égalité des chances pour les enfants, particulièrement ceux de notre département. Oui, l'accélération de la protection, de l'autonomisation et de l'égalité des

chances doit se faire maintenant, et ce, en tenant compte des Objectifs de développement durable en faveur des enfants en Afrique, en lien avec la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant. C'est cela la quête du bien-être social et économique au profit de nos enfants », a dit le directeur départemental des Affaires sociales au Kouilou, Firmin Sembé. Face à la méconnaissance des droits des enfants et aux nombreux préjudices dont ils sont vic-

times, il faut réagir par des actes et non par des mots. « Il est donc temps et impérieux chers parents de nous consacrer votre énergie à la lecture de nos droits et surtout à leur application intégrale, sans quoi sera ôté à nous le droit à la santé, à une éducation digne, car les enfants soumis à la violence, à l'exploitation, à la maltraitance, à l'abandon total encourent plusieurs risques », a dit Déo Christ Diamondzo, député junior du Parlement du Kouilou.

Expliquant son engagement sans réserve à la protection de l'enfance par des actions diverses de l'enfance, Micheline Potignon Ngondo, présidente de l'Association Ngondo pour la lutte contre la pauvreté (AN-LCP) a renchéri : « j'ai toujours rêvé du bien-être des enfants. Désormais, il ne suffit plus simplement de reconnaître et de comprendre les devoirs de la société envers les enfants mais d'agir pour traduire les convictions en acte, c'est le combat que j'ai toujours mené et guidé par l'intérêt supérieur de l'enfant. Je me suis engagé à ini-

tier et proposer la loi portant protection de l'enfant en République du Congo durant mes deux mandats parlementaires 2002-2012. La présente loi vient résoudre trois problèmes fondamentaux : Qu'est-ce qu'un enfant ? Quels sont les devoirs et droits de l'enfant ? Comment est organisée la protection de l'enfant ? Qu'il s'agisse de l'enfant délinquant ou de l'enfant victime d'une infraction ».

La vulgarisation de ces textes et des autres instruments nationaux et internationaux de protection de l'enfant préoccupent le département en charge des affaires sociales. C'est ce qui justifie la communication faite par Jean-Claude Didier Bouiti, procureur de la République près le tribunal des enfants sur la présentation de l'arsenal juridique actuel de protection de l'enfant. La Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant, la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, la loi n° 4-2010 portant protection de l'enfant en République du Congo etc... ont été cités entre autres par le magistrat pour étayer sa communication.

La journée de l'enfant africain est célébrée en mémoire des enfants de Soweto en Afrique du sud massacrés le 16 juin 1976 pour avoir protesté contre la mauvaise qualité de traitement. Ces enfants exigeaient, entre autres, de recevoir les enseignements dans leurs propres langues.

Hervé Brice Mampouya



La photo de famille des participants au focus sur la protection de l'enfant crédit photo «Adiac»



## LA FÊTE DE LA MUSIQUE

## Trois scènes et des dizaines d'artistes attendus

Prélude à la célébration de la 36<sup>e</sup> édition de la fête de la musique, la directrice de l'Institut français du Congo, Elodie Chabert a animé le 17 juin en collaboration avec les différents partenaires et quelques artistes une conférence de presse au cours de laquelle la programmation et les noms de prestataires ont été dévoilés.

Cette fête qui sera célébrée le 21 juin à l'IFC regroupera plusieurs artistes et groupes. Elle donnera ainsi l'opportunité à ces festivaliers de monter sur scène pour partager un moment de gaieté avec le public. Au total trois scènes sont prévues notamment, au parvis (musique urbaine), dans la salle Savorgnan (rumba, reggae) et au café des arts ou la cafète (jazz, acoustique). Des ambiances hétéroclites et festives rythmeront cette soirée. Du côté des partenaires de l'évènement, il n'y aura que des surprises.

Différents genres et styles musicaux seront au rendez-vous, entre autres, hip hop, rap, r'n'b, folk, jazz, rap, slam, reggae, rumba, salsa, percussion et la musique tradi-moderne. Pour anticiper la fête, des animations festives sont présentées ce lundi 19 juin à 18 heures sur le parvis de l'IFC, l'entrée est libre. « C'est une soirée que nous souhaitons sous le signe de partage et des échanges pour faire découvrir et redécouvrir les différents styles musicaux au public. Cet évènement veut mettre en valeur la diversité, la richesse de la production culturelle notamment les industries créatives de musique en particulier car, Brazzaville est une ville de musique diverse. Cette diversité sera représentée à travers les différents groupes sur les trois scènes. L'entrée est gratuite », a indiqué Elodie Chabert.

Du 23 au 24 juin en soirée, deux groupes livreront des concerts de musique classique exceptionnels. Il s'agit de : chœur crédo du Congo-Brazzaville et l'orchestre symphoniste kimbanguiste de Kinshasa. Le chœur crédo dirigé par César NKodia existe depuis 2004. Il a plus de six opus sur le marché. C'est une occasion pour ces deux groupes de partager le même amour pour la musique classique. « C'est un évènement inédit », souligne César NKodia.

À travers ces concerts, ces deux groupes souhaitent vulgariser la musique classique au public congolais. Ils invitent par ailleurs ce dernier à venir nombreux suivre ce magnifique concert car, il sera agréablement surpris et émerveillé. « C'est la première fois que le chœur crédo chante avec l'orchestre symphoniste kimbanguiste dans son entièreté. C'est une aubaine pour le public. Notre histoire avec le chœur crédo ne date pas d'aujourd'hui, nous avons déjà commencé à travailler ensemble depuis 2009 », a signifié Gilbert Fikewey, membre de cet orchestre.

L'orchestre symphoniste kimbanguiste que préside Armand Diangenda a fait sa sortie officielle en 1996 à Kinshasa. Deux ans après, celui de Brazzaville a été lancé. L'orchestre symphoniste kimbanguiste de Kinshasa et du Congo Brazzaville forme un seul orchestre, il compte dans son ensemble deux cent musiciens.

L'entrée à ces deux concerts est fixée à 10.000FCFA, mais entre-temps une réduction ou mieux une faveur de 5000FCFA est faite à tous ceux qui vont payer les billets quarante-huit heures (48h) avant l'évènement.

Rosalie Bindika

2<sup>e</sup> ÉDITION FESTIBRAVA

## Casimir Zoba, parrain de l'évènement

L'annonce du choix de l'icône de la musique congolaise Casimir Zoba, dit Zao, comme parrain de la deuxième édition, a été faite le 15 juin par le comité d'organisation du Festival international Braza ville de l'amitié (FestiBrava) dirigé par Cleaud Rosdieu Ntété.

Le directeur général du FestiBrava et sa délégation ont rencontré le 14 juin l'artiste musicien Casimir Zoba à son espace (Espace Zao) pour lui présenter ce festival qui est un rendez-vous des arts, sports, loisirs, cirque et autres formes d'animations urbaines pour la célébration de la date du 30 juillet, « Journée internationale de l'Amitié ».

Par la même occasion, le comité d'organisation conduite par Cleaud Rosdieu Ntété a formulé sa demande à Casimir Zoba pour qu'il soit le parrain de l'édition 2017 du FestiBrava. Une manière pour les responsables du FestiBrava de mettre à l'honneur ce grand artiste dont le style est caractérisé par l'humour et la comédie. Une demande que l'artiste Casimir Zoba a appréciée et acceptée.

« FestiBrava est un festival thématique. Donc, nous sommes-là pour célébrer l'amitié, passer un message de non-violence. C'est ça qui justifie le choix de l'artiste Casimir Zoba Zao parce que c'est un artiste engagé dans ce sens-là. Un artiste qui utilise dans ces chansons des thèmes allant dans le sens du vivre ensemble, de la non-violence. C'est pour cela que nous avons pensé travailler avec lui sur ce projet. Autre chose qui nous a motivés, c'est le fait que l'artiste Zoba Casimir Zao a fêté



Un groupe sur scène (DR)

ses 35 ans de carrière musicale. C'est aussi une façon pour nous de mettre à l'honneur cet artiste », a déclaré Cleaud Rosdieu Ntété. Cette rencontre avec l'artiste musicien Casimir Zoba s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la deuxième édition dudit festival qui aura lieu du 27 au 30 juillet 2017 sur le thème « Jeunesse, consolidons nos forces pour l'amitié ».

Prévues pour six zones au préalable, les présélections qui ont commencé en février se sont finalement déroulées dans quatre arrondissements. Il s'est agi de : Kinsoundi à Makélékélé dans le premier arrondissement de Brazzaville ; Moungali dans le quatrième arrondissement ; Ouenzé dans le cinquième arrondissement et Bacongo dans le deuxième arrondissement. L'objectif de ces présélections étant d'aller présenter le festival et détecter les talents pour les programmer à la grande édition. À la sortie de ces présélections, le comité d'organisation a retenu une dizaine d'artistes, parmi lesquels Héroïne (rappeuse), Latiz By (reggae), Maître Tchoutchoupé (rappeur), Byt (RnB).

Quant à l'ensemble des groupes et artistes, le comité d'organisation a retenu et invité 42 groupes et artistes en provenance de la France, du Cameroun, de la République démocratique du Congo, de Pointe-Noire et Brazzaville pour la République du Congo.

L'édition 2017 va se dérouler en quatre jours, à savoir du 27 au 30 juillet. Trois sites ont été choisis, à savoir la maison commune de Mfilou, l'Institut français du Congo, le terrain de football du CEG Angola Libre à Makélékélé.

La particularité de la deuxième édition est le village culturel et gastronomique, en prélude à l'évènement pour une durée de trois semaines, à la maison communale de Mfilou. Ce village donnera l'opportunité aux pratiquants d'arts plastiques d'exposer leur savoir-faire ainsi que de vendre leurs œuvres.

Toutefois, les organisateurs de ce festival restent ouverts aux sponsors et partenaires qui souhaitent les accompagner. Pour tous contacts : festibrava@gmail.com / 06.622.98.70 / 04.461.10.22.

Bruno Okokana

## RÉFLEXION

## Une seule issue pour la France ...

Le nouveau président des Français, Emmanuel Macron, disposant d'une très confortable majorité parlementaire à l'issue du deuxième tour des élections législatives, une route semée d'embûches s'ouvre devant lui contrairement aux apparences. Outre le fait que cette majorité est composée pour l'essentiel d'hommes et de femmes issus de la société civile qui n'ont aucune expérience politique et sont donc malléables à merci quoi qu'ils prétendent, les problèmes qu'elle va devoir résoudre sont tels que l'Exécutif sera obligé de faire preuve tout à la fois d'un savoir-faire et d'une autorité qui n'ont guère de précédent.

Issu d'une technocratie ultra-puissante dont la mainmise sur le pays ne cesse de s'accroître au fil des décennies depuis que le général de Gaulle lui a ouvert toutes grandes les portes du pouvoir en 1958, le successeur de François Hollande sait fort bien ce qui l'attend. Il l'a d'ailleurs écrit, certes de façon moins brutale, mais sans le moindre complexe dans le livre « Révolution » qu'il a publié au moment même où il préparait sa candidature

à la présidence de la République.

Avec la conclusion suivante qui se passe de commentaire :

« Tout cela, me direz-vous, ce sont des rêves. Oui, les Français ont par le passé rêvé à peu près cela. Ils ont fait la Révolution. Certains même en avaient rêvé avant. Puis nous avons trahi ces rêves, par laisser-faire, par oubli. Alors oui, ce sont des rêves. Ils réclament de la hauteur, de l'exigence. Ils imposent de l'engagement, notre engagement. C'est la révolution démocratique que nous devons réussir, pour réconcilier en France la liberté et le progrès. C'est notre vocation et je n'en connais pas de plus belle » (1).

Placé à la tête d'un pays riche mais en pleine déprime, que rongent un chômage galopant – près de 10 pour cent de la population active – et une dette publique abyssale – 2.176, 6 milliards d'euros fin 2016 –, qui se trouve menacé de l'intérieur par un terrorisme meurtrier et de l'extérieur par des tensions internationales croissantes, qui a toutes les compétences nécessaires pour se redresser mais dont les diri-

geants précédents se sont avérés incapables de mettre de l'ordre dans les affaires publiques, le nouveau locataire de l'Élysée va devoir relever des défis infiniment plus grands qu'il ne le pense, ne le dit ou ne l'écrit.

La France ayant prouvé à maintes reprises dans sa longue, très longue et tumultueuse Histoire qu'elle est capable de relever les plus grands défis, Emmanuel Macron ne part certainement pas battu. Mais s'il ne fait pas preuve dès le départ du réalisme, du sens du concret, du pragmatisme qui ont tant fait défaut à ses prédécesseurs il échouera inexorablement dans sa tentative de régler les problèmes apparemment insolubles dont il vient d'hériter.

Quitte à passer pour un doux rêveur, disons qu'il ne relèvera le défi qu'il s'est lancé à lui-même et aux Français que s'il renoue avec les partenaires de la France les liens d'amitié et de confiance que la droite puis la gauche se sont acharnées à briser tout au long des dernières décennies. Alors que l'Europe s'enfonce dans une crise dont le pire peut à nouveau sortir comme refusent de le croire ses dirigeants, l'avenir de la

France se joue plus que jamais dans le grand Sud, c'est-à-dire là où la richesse et le confort n'ont pas détruit la volonté de construire un monde nouveau. C'est dans cette partie du monde, en effet, que se trouvent les grands marchés de l'avenir à l'émergence desquels la France peut apporter son savoir-faire avec toutes les retombées positives que cet appui engendrerait.

Refaire de l'Afrique, sur un plan d'égalité cela va de soi, le véritable partenaire de la France relève peut-être de l'utopie mais c'est la seule voie qui permettra à Emmanuel Macron de relancer la France sur la voie du progrès, de relever le défi qu'il s'est lancé en créant « La France en marche ».

Puisse-t-il le comprendre alors qu'il détient les pleins pouvoirs.

(1) Emmanuel Macron. « Révolution. Réconcilier la France ». XO Editions 2016. Version Pocket 2017 augmentée du discours prononcé par Emmanuel Macron le 7 mai 2017 après l'annonce de son élection à la présidence de la République.

Jean-Paul Pigasse